
DURBAN – Mise à jour de la gouvernance internet
Lundi, 15 juillet, 2013 – 16:30 to 18:30
ICANN – Durban, Afrique du Sud

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Prenez vos places s’il vous plaît. Bonjour à tous, nous allons commencer pour l’instant. Cette séance, comme vous avez vu sur le programme, s’appelle mise à jour de gouvernance internet. Je suis un membre du conseil d’administration et je suis content d’être le modérateur aussi de cette séance. La mise à jour sur la gouvernance internet est, en fait, une occasion que l’on a lors de chaque réunion d’ICANN pour vous montrer un peu qu’elle est le panorama hors de l’espace ICANN aux personnes qui suivent les activités d’ICANN pour qu’ils comprennent mieux ce qui se passe à l’extérieur. Je veux souligner immédiatement que notre but n’est pas de vous dire que vous devriez participer à ce processus. C’est bien si vous le faites, mais ce n’est pas notre but.

En fait, l’objectif ici est de vous expliquer comment l’environnement évolue et quels sont les tendances extérieurs qui pourraient avoir un impact sur ICANN ou alors quels sont les discussions que les gens maintiennent et parfois ces discussions portent parfois sur ICANN.

Dans notre panel aujourd’hui depuis le bout, là bas. Vous avez des personnes que vous connaissez. On est content de les avoir dans notre panel. On a Bill Drake, Jeff Brueggeman, Anriette Esterhuysen, Romulo Neves, Markus Kummer. J’espère que les participants à distance nous entendent. On a Jimson Olufuye qui va nous rejoindre plus tard.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Alors, on passe directement à l'explication de ce que l'on fera dans cette séance. Comme on a dit dans notre ordre du jour, c'est divisé en trois parties. D'une part, on va voir les événements qui sont arrivés ces derniers mois. Certains parmi vous ont peut être entendu parler de la conférence mondiale sur les télécommunications internationales, les WCIT de Dubaï. Il y a eu d'autres réunions. On s'est réuni à Paris avec l'Unesco puis à Genève pour le WTPF, le forum de politiques des télécommunications mondiales pour la conférence CSTD aussi qui était la commission pour la science et la technologie de développement.

Ces réunions ont de différentes ambiances et de différents résultats. Dans les derniers mois, on a vu les résultats et on considère les perspectives dans les mois à venir aussi parce qu'on a d'autres réunions dans le futur proche et vous savez, on est un cirque. On voyage constamment et on a des événements. Ce qu'inclut le plénipotentiaire de l'UIT à la fin de 2014 et le SMSI +10 en fin 2015 je crois.

On a répéter à plusieurs reprises dans l'environnement de la société internet et après la dernière réunion, sommet SMSI et c'était controversé. Je pense qu'on passe plutôt à une situation d'acceptation et de compréhension commune mais peut être aussi que nos membres du panel vont différer.

On va commencer par poser une question générale aux membres du panel. La plupart de vous ont participé à ces événements que j'ai mentionnés ces derniers mois ou alors vous les avez suivis. Donc les WCIT, WTPF, SMSI, CSTD, etc. alors qu'avez-vous à dire par rapport à l'ambiance? Le WCIT était considéré un événement de tension, est ce

que c'était bien le cas ou pas? Qui veut commencer? Levez la main. Qui veut être le premier? On va dire Jeff.

JEFF BRUEGGEMAN:

Il va toujours y avoir une personne qui sera la première. Depuis mon point de vue, on a plein de raisons pour considérer que les divisions politiques qui sont arrivés au WCIT continuent même si les tensions ou la rhétorique s'est calmé. Puis, d'autre part, ce qui est aussi important et vous avez encadré ce panel autour du SMSI+10 et le processus qui continue. Cela veut dire qu'on aura plein de procédures du genre ONU dans les prochaines années. On va rouvrir tout ce qu'incluent les SMSI originelles qui nous a régis ces dix dernières années. En même temps, on a le tems de continuer de développer certains des succès qu'on a appris.

A partir du WCIT, on aura montré la forteresse du modèle multipartite comme celui qu'on a à ICANN qui s'améliore à chaque fois, à chaque jour et on devrait plutôt aborder les problèmes réels qu'on a au lieu de se centrer sur le modèle et de présenter une structure et montre que notre structure fonctionne pour tous les pays au monde et pour toutes les parties prenantes qui sont intéressés ici.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Markus, tu voulais suivre?

MARKUS KUMMER: Oui. Je suis d'accord avec Jeff.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Plus de guerre froide?

MARKUS KUMMER: Oui. Je pense qu'à partir de la réunion de Dubaï, les gens se sont rendus compte qu'il était nécessaire de se calmer un peu et depuis Pékin, on a eu les réunions WTPF et les gens se sont rendus compte qu'il valait mieux d'entamer un dialogue plus productif et vous devez mettre de coté les différences religieuses entre les différents pays et leurs différentes positions. Je pense que c'était positif d'atteindre ce point pour avancer aussi avec le WTPF et je ressens que la préparation du WTPF, en fait, vise à avoir une approche constructive et faire de l'IGF un forum où on pourra aborder ces questions qu'on n'a pas pu traiter à Dubaï.

La question était est ce qu'on aurait besoin d'un traité pour aborder ces préoccupations. A notre avis c'était non la bonne réponse, mais peut être que la société de l'information devrait pouvoir trouver une solution plus sensée. On a d'autres réunions à venir, d'autres réunions l'année prochaine. Et je ne dirais pas qu'il s'agit d'une compétition entre organisations. Certains gouvernements ont une définition moins reconnaissante du modèle multipartite. Ils ont des approches plus gouvernementales classiques. Peut être qu'il est normal dans le système des nations unies. On a du travail à faire ici. On doit convaincre les pays. On doit les sensibiliser, les approcher, leur expliquer pourquoi le système de multiples parties prenantes est plus adapté à l'internet.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Pour ceux qui ne connaissent pas cet acronyme. WTPF est le forum de politiques des télécommunications mondial qui a eu lieu à Genève. C'est organisé par l'UIT aussi. Ce n'est pas une question provocatrice mais il me semble que ces derniers mois, on a vu une tendance envers le modèle multipartite des organisations. Tout le monde veut comprendre toutes les parties prenantes. Mais toutes les organisations veulent montrer qu'elles sont plus ouvertes, qu'elles incluent davantage d'acteurs. Est-ce que c'est pour l'apparence ou c'est une vraie tendance? Et vous pouvez dire ce que vous voulez dire, Anriette.

ANRIETTE ESTERHUYSEN: C'est une bonne question, il me semble qu'une partie de la tension se centre autour de la dynamique entre ces événements et ce que ces événements représentent et s'ils sont encadrés dans le domaine des grands pouvoirs et de grandes puissances ou des petites puissances et avec l'IGF, on s'était réuni avant le WTPF et ce n'était pas vraiment longtemps avant l'IGF.

On a eu des discussions. On n'était pas toujours d'accord mais c'était constructif et c'était aussi parce que l'IGF n'est pas un forum de négociations et puis on le WTPF qui était très difficile et on avait vraiment une brèche entre les pays en voie de développement et les pays développés. On avait certains pays développés et certains pays en voie de développement en tout cas. Et c'était intensif autour de l'engagement entre gouvernements aussi bien qu'autour de l'intensité, autour de la légitimité ou du rôle de parties prenantes non

gouvernementales. Vous avez le droit d'être en salle ou non et à quelles conditions et avec des délégations aussi ou si c'était des membres simplement de IIUT.

Alors, c'était vraiment compliqué. J'ai participé à distance. Donc, c'est plus facile de comprendre la dynamique en tant que participant à distance que lorsqu'on est dans la salle bien sûr mais c'est l'un des défis du processus multipartite. Je pense que c'est un défi tant au niveau multipartite qu'au niveau institutionnel et on a une tendance générale envers l'ouverture et un engagement pour reconnaître l'internet et les politiques internet devraient être multipartites parce que c'est opéré, utilisé et développé par multiples parties prenantes et les différents groupes. Mais lorsqu'il s'agit des processus et des négociations d'accords, ce n'est pas aussi simple et donc c'est ouvert et c'est un défi.

En fait, on remet en question l'ouverture depuis l'intérieur ou depuis l'extérieur et le WTPF de Genève et inclusif, ouvert et constructif comme discussion. Donc, la société civile a demandé au groupe du travail du conseil de l'UIT de lui permettre de participer dans la prochaine étape et on ne leur a pas permis de le faire.

Donc, le processus est en train d'être négocié à mon avis. On ne sait toujours pas qu'est ce que ce sera la fin de cette tension même pendant ce moment de division qui est déjà passé et qu'on avance dans une voie constructive? Ça ne veut pas dire que ce sera ça le résultat final. En fait, lorsque les parties prenantes se réuniront pour négocier, on ne sait pas ce que ça va donner.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Oui, ça dépendra du type du document bien sûr. Romulo, tu voulais faire un commentaire?

ROMULO NEVES: Merci Bertrand. Je serai bref. Je voudrai me servir de deux mots, l'une est tension et l'autre est tendance pour faire une analogie avec cette situation que l'on a vécue il y a 40 jours. Pour ceux qui étaient dans le gouvernement originel avec les gouvernements locaux du Brésil qui sont intéressés à maintenir la situation telle qu'elle est. On a une situation qui est vraiment un défi. On a quelque chose de tout neuf que beaucoup de personnes ne comprennent pas.

Je ne sais pas si elles le comprennent en tout cas mais beaucoup de personnes ont résolu ce genre de bouleversement ou de malaise pour que ça devienne une évolution dans le système politique brésilien, pour modifier ce qu'on n'aime pas, ce qui ne fonctionnait pas bien et je mentionne cela ici en fait parce qu'il y avait beaucoup de tension aussi à l'époque du WCIT, mais aussi avant et bien avant cette conférence et à la fin de cette conférence aussi sans doute. Mais je ne veux pas qu'on ait peur.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Excuse-moi de vous interrompre. Est-ce que tu sens que cette brèche et cette division a pu réunir les gens dans leur désir d'être plus coopératifs.

ROMULO NEVES: Oui, c'est ça. Mais je ne parle pas simplement de Dubaï, je parle de conflits qui divisent les gens et en même temps peuvent réunir les personnes pour qu'elles comprennent mieux l'autre, les intérêts de l'autre, les besoins de l'autre. Je parle, bien sûr depuis mon point de vue personnel. C'est mon avis, mais le point de vue brésilien est que les conflits pourraient nous ramener au milieu. Et ce milieu est important pour pouvoir comprendre l'autre, pour comprendre les besoins des autres parties prenantes et si l'on parle d'un modèle multipartite c'est un bon moment qu'on va essayer d'établir, d'entamer un dialogue multipartite pour que tous les parties prenantes soient plus productives. Donc, je ne peux pas dire que j'aime la tension, mais je dirai qu'à partir de la tension on peut arriver à des bons résultats.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Est-ce qu'on en général, vous ressentez tous qu'il y avait une compréhension par rapport au fait qu'il y a beaucoup à perdre si l'on continue à polariser les extrêmes en excès? Qu'est ce que tu sens Bill? Qu'est ce que t'en penses?

BILL DRAKE: En fait, à mon avis n'ont pas polarisé assez la situation. Pour la WCIT a été une occasion ratée dans le sens que les 55 pays qui n'avaient pas signé l'accord au lieu d'être du côté des 89 pays qui l'avaient signé, nous n'avons parvenu à persuader les personnes qui étaient de l'autre côté par rapport au problème que posaient les textes que l'on proposaient dans le traité et elles ont été manifesté par les 89 pays et on n'a pas bien répondu.

Beaucoup de pays ont voté pour les nouvelles régulations pour des raisons qui n'avaient rien à voir avec leurs vœux d'imposer des restrictions de régulations sur internet. Ils avaient d'autres propos qu'ils trouvaient plus légitimes et qui n'étaient pas cohérent avec le rôle historique de l'UIT. Donc, je suis content d'avoir vu cette mobilisation contre le texte et je ne pense pas qu'on ait fait un bon travail ou une bonne lecture de cet aspect. Les personnes, je pense, ont encouragé le dialogue entre les deux cotés, mais ça n'a pas été effectif et c'est malheureux. Les personnes alors des guerres numériques. Il y avait des sentiments de nouveau monde ou de nouvelle guerre et de hiérarchie. Ce n'était pas le cas, le gens devaient se remettre et faire l'effort et beaucoup de personnes que j'entends parler, ils disent que WCIT devrait être oublié, qu'on n'en parle plus, qu'il faut qu'on le laisse dans le passé, qu'on le surmonte, qu'on passe à avoir des conversations productives au lieu de se dire pourquoi est ce qu'on s'est déconnecté, pourquoi ne s'étant pas compris.

Alors, à mon avis, on a raté cette occasion depuis ce point de vue et c'est ça qui est mauvais. Je dirai en termes généraux par rapport au WCIT que les renégociations des régulations internationales on été en fait une lacune dans l'histoire des télécommunications. C'était les renégociations des télécommunications internationales de 1988 et on a fait l'effort pour qu'une coalition de gouvernement assez grande se sert de l'harmonisation multilatérale à travers l'internet pour pouvoir se remettre de la libéralisation, de la privatisation et en définitif à Melbourne, on a produit un texte neutre qui a été approuvé et qui a fini avec l'effort et cela a abouti dans la libéralisation des télécommunications qu'on a.

Donc, je pense qu'on s'était éloigné un peu du WCIT et qu'on devrait trouver que le WCIT a été aussi un point charnière et ce que j'ai dit sur ne pas baisser la garde. On va devoir chercher les signes de relations intergouvernementales, multilatérales qui se croisent et tous les aspects régulateurs de ces aspects intergouvernementaux avec les déclarations récentes de la Russie et avec l'affaire Snowden. Mais, je pense qu'en fait en termes de politique, il est impossible de voir en ce moment ce qui nous mène à l'homination de régulation universelle latérale qui impose des restrictions sur l'internet ou qui change énormément l'importance qui était la topographie de la gouvernance internet.

Il faut qu'on en pense plus au fait que le ciel va monter sur nous et il faut qu'on s'avance à cela et qu'on commence à recalculer.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Oui, en fait à plusieurs reprises, on a eu des affrontements le long du weekend par rapport au fait de voter ou de s'abstenir ou de participer à d'autres processus et à la production d'autres documents. Donc, c'est intéressant de voir les aspects et le fait qui viennent d'avant même la conférence. Est-ce qu'on a des participants à distance? Est-ce qu'on Jimson sur la ligne? Jim tu nous as entendus? Si tu entends, est ce que tu veux faire des commentaires?

JIMSON OLUFUYE: Oui, bonjour à tous les membres du panel. Je suis ravi de pouvoir me connecter avec vous à distance et je me demande et enfin je voulais dire que c'est une très bonne occasion pour nous tous en Afrique. Ceux

qui voudront pouvoir participer et faire un saut en avant pour expérimenter cette renaissance numérique qu'on attend avec cet élan qu'on vient de prendre et on espère qui est dure et c'est au long de l'exclusivité. Lors du WCIT 2012, j'ai eu l'occasion de faire partie de la délégation commerciale Nigériane et pour négocier vraiment tout ce qu'il faut et sans doute il s'agit d'une évolution qui doit être synchronisée mais il faut qu'on s'engage. Tout le monde doit s'engager. Voilà pourquoi ICANN a organisée cette séance qui est très bonne pour moi. Je veux leur remercier de le faire.

On doit continuer de travailler dans ce processus, on doit continuer d'avancer, de travailler sur la gouvernance. Ce qu'est très positif pour l'Afrique. Il faut qu'on aborde sur la gouvernance. On peut faire beaucoup mieux que ce qu'on fait les 89 pays. Beaucoup de fonctionnaires qui font partie de cette discussion ne comprennent pas vraiment qui est les nouveaux architectes de l'internet actuel.

Ils parlent des télécommunications, ils parlent de consentements et ils ne pensent pas vraiment qui sont les architectes d'internet et donc ça aura un effet. Il faut que tout le monde s'engage et travailler avec les gouvernements en particulier parce qu'en Afrique, les gouvernements et les secteurs commerciaux doivent vraiment travailler ensemble. Il faut que tout le monde s'engage. Je suis sûr que les délégués pourront dire pareil. Je suis d'accord avec ce que Bertrand a dit. Je m'excuse, je ne sais pas si vous m'entendez bien, mais c'est la libéralisation de l'organisation que je veux dire. Il faut qu'on soit plus multipartite. C'est la bonne voie et on doit en parler davantage. Merci.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Merci Jimson. Je suis content de voir qu'on a eu une bonne connexion. N'hésite pas si tu veux lever la main virtuelle pour intervenir. Est-ce qu'on a des questions à ce point là ou d'autres commentaires dans la salle ou des questions que voulez poser?

MARY UDAMA: Je viens du Nigéria. Je sais que le Nigéria a été fort lors du WCIT. J'ai fait partie de l'équipe et tous les efforts qu'on a faits pour que mon pays comprenne la valeur du modèle multipartite, de cette approche et de ce qu'on devait faire et ce qu'on ne devait pas faire. Mais le Nigéria était le premier des pays à dire qu'ils étaient pour le WCIT. Mais si on revient au Nigéria, on a un modèle multipartite locale et un comité consultatif multipartite local sur l'IGF et moi je suis la présidente de ce groupe. Vous voyez dans ce magazine, notre ministre était là dans notre atelier, nos régulateurs étaient là. La société civile, la société internet, ils étaient tous là. Les jeunes, on avait plus de 600 participants dans notre propre IGF nigérien et on a...

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Pardon, c'était le premier ou le deuxième ou le troisième sommet?

MARY UDAMA: Non, c'était le deuxième IGF complètement multipartite. On a commencé l'année dernière et cette année tout le monde voulait participer. C'était inclusif. Même les groupes qui étaient en pire positions les femmes, les enfants tout le monde voulait être là. On a vu la valeur de ce forum parce qu'on a beaucoup discuté. On a fait plein de

suggestions, le gens contribuait et on a vu la valeur du modèle des politiques et de régulations d'internet. On se demandait si l'internet devait être régulé et les problèmes avec le gouvernement ont été réglés. Le gouvernement est venu nous entendre et cela, en fait, se répand.

Tout le monde reçoit le message. Nous on diffuse le message dans nos pays et au niveau de l'Afrique, on a aussi organisé un autre forum ce dernier mois et on parle du modèle multipartite. Donc, ce message est diffusé. Il est transmis. Tout le monde va le savoir maintenant. Même si on parle de gérer notre propre ccTLD, on le fait de façon multipartite. C'est un groupe multipartite qui va gérer le ccTLD. Donc, on a une valeur ici merci.

SALA TAMANIKAIWAIMAR:

Merci. Je voulais dire simplement qu'il est essentiel que lorsqu'on discute ces aspects, on arrive à séparer la substance de ce sujet de ce qui n'est pas pertinent par rapport au sujet que l'on a discuté à Dubaï. Je vais en même temps ajouté qu'il y a eu des régions au monde. Je ne sais pas ce qui se passe dans d'autres régions mais dans la mienne ce qui c'est arrivé avec tout ce qui est entré dans l'ordre du jour était le résultat d'un processus multipartite que les opérateurs des réseaux, la société civile, les gouvernements ont intégrés et dans ce modèle multipartite tout le monde a voté ce qui voulait discuter et donc ces personnes ont dit ce qu'étaient les problèmes qui voulaient aborder.

Il était essentiel pour nous qu'on fasse attention aux points d'intérêts et je pense si qu'on enlève ce qui n'est pas pertinent, le noyau de la

tension, en fait, était la perception générale du fait que les propriétaires des ressources internet on justement dit si les ressources internet étaient un bien public ou pas. Donc, si on enlève ce qui est inutile, ce qui n'est pas important et qu'on revient au noyau, on va bien travailler et je étais contente de voir, et cela me fait avoir des espérances que l'UIT et l'ICANN se respectent l'une et l'autre et qui reconnaissent qu'il s ne vont pas envahir le territoire de l'autre, le domaine de l'autre.

Je suis d'accord avec Rumolo. Parfois la tension est bonne. On peut aboutir à un processus à travers la tension et avoir de bons résultats. Depuis mon point de vue c'est mieux on peut considérer que mon point de vue et mieux que celui de l'autre, mais, en fait, il faut qu'on considère toutes les idées. Si on va parler du modèle multipartite, il important qu'on ne soit pas dogmatique ici.

Il faut qu'on ait un esprit d'humilité et de collaboration et d'être d'accord au fait que parfois on va être en désaccord. Merci.

SPEAKER:

Je suis de.kr. Je suis d'accord en général avec ce que Bill a dit lorsqu'il parlait des relations avec les autres organisations internationales et je voudrai aussi revenir à ce que Fadi a dit ce matin par rapport au fait qu'ICANN est l'endroit où le modèle multipartite est le mieux appliqué au monde. On n'a pas d'autres organisations au monde qui le fassent mieux. Mais, pour ce qui est de la réalité. Ce que Bill a dit sur ne pas voir comment cela avait été décidé, je suis d'accord avec lui parce que je ne verrais pas comment au sein de l'UIT il pourrait y avoir un accord sur le niveau de contrôle que l'on applique sur internet et cependant, lors que

WTF du mai, on a maintenu des discussions très différentes que celle qu'on avait eu au WCIT.

Lors du WTPF, j'étais un acteur actif et j'ai témoigné les phénomènes surprenants et tous les représentants, tous les délégués de tous les pays c'étaient mis d'accord sur le concept du modèle multipartite et ils disaient tous que c'était ce qu'ils souhaitaient avoir.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Pardon, qu'elle est ton interprétation? Pourquoi croit que les mêmes pays sont en désaccord dans un contexte et quelques mois plus tard que dans une autre conférence ils trouvent la manière de coopérer?

SPEAKER: C'est qu'ils coopèrent dans le modèle multipartite. C'était juste sur le modèle multipartite qu'ils étaient d'accord et il n'y avait pas d'accord ici, en fait, pour l'événement. C'était un endroit où ils discutaient les questions liés à l'internet. Ils étaient tous d'accord sur les 6 opinions liées à internet. Maintenant, pour ce qu'est l'aspect de base et lorsqu'on parle de ce qu'importe vraiment. Il faut mentionner le fait qu'il y avait une 7^{ème} opinion qui venait du Brésil et sur le rôle des gouvernements dans la gouvernance internet et c'était un domaine où ICANN est en fait critiquée parce que les gouvernements bien qu'on ait le GAC n'ont pas le droit vote parce que le GAC n'a pas le droit de vote.

C'est un point que beaucoup de pays lors du WTPF on mentionné de façon acharnée et donc tenant compte de ce fait, il faudrait qu'on essaye de définir nous même ce qu'on veut dire par modèle multipartite

parce que même que si tous les pays sont d'accord et ils disent tous que le modèle multipartite est important, ils ont leurs propres définitions.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Merci. Je vais maintenant fermer la queue parce que la caractéristique d'un panel que lorsqu'on a plus de commentaires du public que des membres du panel, on doit fermer la queue. On va se rappeler la prochaine fois ce qu'on vient de dire sur la 7^{ème} opinion. On va essayer de l'adresser. Stefano, vous voulez avoir la parole?

STEFANO TRUMPY: J'ai des considérations très simples à dire. Dans le modèle multipartite, dans ce genre de système. On doit compenser les différents intérêts et sans doute à la suite de ce que j'appelle l'échec du WCIT qu'était une sorte de guerre, c'était une bataille. Après cela, les partenaires de ceux qui assistent aux réunions de l'UIT et de ceux qui assistent aux réunions d'ICANN en général ont commencé à collaborer, à se parler les uns les autres. Et ce matin, on entendu parler de l'amour entre Fadi et Amadou Touré.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Oui, tout à changé sans doute.

STEFANO TRUMPY: Oui. Cela n'est pas important. Mais ce que je veux dire est qu'on doit comprendre qu'on va continuer d'avancer dans ce sens. On aura des

influences croisées dans le sens que l'UIT commence à s'ouvrir de plus en plus. Ils deviennent à chaque fois plus multipartites et comme l'a dit la dame de Corée, les gouvernements voudraient avoir plus de pouvoir même au sein d'ICANN et c'est quelque chose que l'on aura peut être et peut être que les parties du secteur privé d'une part diront que l'évolution n'est pas favorable à cela et pourquoi. Pourquoi les gouvernements peuvent-ils dire le contraire.

En fait, parce qu'ils n'acceptent pas l'idée du fait qu'une société en tant qu'ICANN qui est présidée par le secteur privé le décide. Mais, il est important de le savoir. Ça va prendre du temps même voir des années avant que ces différentes guerres convergent vraiment en une bonne interprétation du modèle multipartite. Donc, on a signé le RFC avec d'énormes difficultés. Je vois cela comme un signal positif mais il y aura toujours des difficultés avec du travail à être fait. Merci.

OLGA MADRUGA-FORTI:

Je suis membre du conseil d'administration d'ICANN, global Citizen. Je suis d'habitude à Buenos Aires en Argentine où j'espère vous accueillir en novembre, mais je voulais reprendre deux commentaires. Bill a dit quelque chose de très intéressant et c'était que le WCIT pouvait être considéré dans le temps comme un sorte de cloche d'alarme. C'était, en fait, une alarme de réveil pour beaucoup de gens et lorsqu'on répond à cette alarme, on verra qu'il y a des personnes qui sont des gouvernements et il y a des gouvernements qui sont autour du monde qui ont leurs propres intérêts et ils sentent que leurs préoccupations ne sont pas adressées par le modèle actuel.

Face à cela, on a mentionné le fait qu'il faut qu'on soit attentif et donc ma question pour le panel est ayant été attentif, ayant ouvert la porte, ayant entendu ces préoccupations, comment continue-t-on? Comment pourrait-on répondre à ces préoccupations? On travaille sur le plan stratégique d'ICANN en ce moment et qu'est ce que ça veut dire pour nous à mesure qu'on avance. Il ne faut pas que l'on fasse beaucoup d'attention pour entendre ces préoccupations manifestées de partout dans le monde. Merci.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Merci. Pierre.

PIERRE BONIS: Merci aux membres du panel qui ont partagé leurs points de vue par rapport aux événements ces derniers mois. Je veux simplement faire un commentaire sur l'idée du WTPF en tant que résultat dans son ouverture de l'échec de la réunion de Dubaï. Je ne suis pas sûr que ça puisse être considéré ainsi parce que bien sûr Dubaï était le scénario de négociation d'un traité international et par définition, un forum doit être plus ouvert et donc le WTPF n'a pas été conçu pour tout curer à Dubaï. Ça devrait être plus ouvert que Dubaï.

C'est ça le deuxième aspect et puis on parle de l'échec de Dubaï et je ne comprends toujours pas quel était le problème à Dubaï. Je comprends le problème et c'est un traité intergouvernemental. Bien sûr, on ne veut pas discuter les aspects liés à l'internet dans certaines organisations intergouvernementales, je le comprends, mais je voudrai que les

membres du panel nous expliquent depuis leur point de vue quelle était la raison principale pour laquelle la moitié de l'Europe a signé le traité et l'autre moitié ne l'a pas signé. Pourquoi la moitié des pays le signent? Et pourquoi l'autre moitié ne le signe pas? Quel était la raison pour cette division? Je le dis et je ne le comprends pas vraiment. Merci.

SAM DICKINSON:

Oui, je suis linguiste LinguaSynaptica. Donc, pourquoi les Etats n'ont pas été d'accord au niveau de WPTF. Il me semble que cela a trait de contexte. On parle de communauté internationale avec différentes opinions, avec différentes parties prenantes, avec des valeurs qui devraient être transparentes. Moi, j'ai suivi ce qui c'est passé au conseil de l'UIT il y a de cela quelques semaines. Nous avons donc la communauté des parties prenantes. On disait, oui, ça c'est fantastique. C'est un succès. On avance, on progresse et nous avons les personnes qui ne voulaient pas d'ouverture et qui disaient: en fait le WPTF n'était pas un succès. Dubaï n'était pas un succès.

BERTRAND DE LA CHAPELLE:

Oui, je parlais aux scribes pour la transcription. Il y avait une erreur.

SAM DICKINSON:

Donc, si nous voyons ce qui s'est passé à Dubaï, au WPTF, au forum des télécommunications mondiales de ces lignes de conduite, pourquoi ne pouvons nous pas rectifier ce document tous ensemble, tous le signer et obtenir un accord. Nous avons des experts, nous avons les différentes parties prenantes, mais nous avons des participants qui

pensaient que c'était une réunion d'UIT tout à fait normale et qui n'étaient pas d'accord sur le texte que l'on proposait en signature finale. Donc, certains pensaient qu'il ne faisait partie du processus qui venait de certains pays et qui représentait certains pays et qui ont refusé de signer en fin de compte le protocole. Donc, on ne voyait pas les choses de la même manière.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: C'est une transition intéressante et nous allons la faire. Nous allons parler un petit peu des leçons tirés de cela. Donc cette séance n'est pas de rentrer dans les détails de ces discussions internationales mais donner un petit peu une impression sur les tensions entre les différents points de vue, entre les différents processus et ce que l'on nous dit c'est que la lecture de la même réunion peut être totalement différente. Chacun y voit quelque chose de peu analogues en fait. Par exemple, est ce que Dubaï était un succès, était un échec. On peut épiloguer la dessus.

Dans les mois à venir, nous aurons l'IGF qui va avoir lieu en Indonésie et je crois avoir raison mais l'année suivante nous aurait la réunion WSIS et après celle de Paris. Nous irons a Charme El Cheik me semble-t-il et il y aurait une réunion de l'UIT le même moment à peu près, une réunion internationale importante. Aussi, le WTPC pour la conférence WTPC et à la fin de 2014, il y aura une réunion plénipotentiaire de l'UIT. Tous les quatre ans il y a cette réunion plénipotentiaire, énorme conférence de l'UIT et celle-ci sera très importante en 2014 parce qu'on doit renouveler le leadership. Amadou Touré et la plupart des autres directeurs seront en fin de mandat.

Amadou Touré a fait deux mandats. Donc, il y aura un nouveau secrétaire général à la fin de 2014. En 2015, le format n'est pas encore très clair, mais nous aurons l'analyse de WSIS, du sommet mondiale sur la société d'information de 2003-2005. Le sommet mondial sur la société internet et quel sera le format qu'on utilisera pour ce débat, pour cette discussions après 10 ans de WSIS?

J'aimerais demander au panel et aux membres de cette table ronde. Nous avons des réunions très structurées comme le plenipot. Il y aura des négociations, des résolutions gouvernementales. Nous avons l'IGF, nous avons le dialogue un petit peu informel. Comment vous voyez ces deux voies, ces deux pistes qui semblent exister et coexister? Markus, vous avez la parole.

MARKUS KUMMER:

J'aimerais faire quelques commentaires à ce sujet. Une nouvelle, j'aimerais mentionner les différences qui existent entre le WCIT et le WTPF. Moi, je crois que ce qui était notable c'est qu'on a fait beaucoup d'efforts pour avoir un meilleur dialogue, un dialogue plus fructueux pour éviter qu'il y a trop de division. Les divisions qui on a ressenti à Dubaï, elles n'étaient pas là. Il y avait moins en jeu. C'est très clair et on pouvait revenir sur beaucoup de thèmes et de débat. Pourquoi il y avait tant de divisions? En raison du processus. En général, dans les réunions intergouvernementales, on essaye de trouver un consensus. A chaque fois qu'on vote, il y a des divisions. On n'est plus d'accord. Il y a des gagnants et des perdants. Donc, je crois que nous avons des nouvelles options. Si vous votez, vous allez avoir une majorité qui va se développer. Vous allez avoir les pays développés. Les pays les moins

avancés et beaucoup de divisions à ce niveau parce qu'il y a des intérêts différents également entre les économies émergentes et les économies avancées. Moi je crois qu'il y avait une bonne négociation et puis au dernier ça s'est écroulé et il n'y a pas eu la signature du protocole.

Donc, si je comprends bien. Ce qui était le plus diviseur c'était le processus avec le vote. Oui, je crois ça changeait beaucoup les choses en effet. Et en était à Dubaï en disant: si on avait été à Dubaï sans vote, ça serait beaucoup mieux passer. Mais, on ne va pas analyser tout ce qui s'est passé à Dubaï mais il y a des préoccupations mondiales et il faut prendre cela au sérieux. Il y a des problèmes plus ou moins importants. En tant que société de l'internet, nous avons des ateliers dans les régions. Nous nous penchons sur les problèmes qui existent. C'est pour cela que nous devons avoir des ateliers de formation pour mieux gérer cela. Moi je l'ai dit auparavant. Le Spam, les courriels indésirables si vous avez des ateliers, vous pouvez aider les gens à gérer le spam par exemple.

Il y a des préoccupations mondiales qui dépassent beaucoup les petits problèmes techniques et il y a l'architecture générale, la coopération internationale. Il y a toujours un processus intergouvernemental qui existe. S'il y a un problème de santé, vous allez à l'OMS. Il y a un exemple. Donc, oui, il y a d'autres acteurs absolument.

Maintenant pour l'internet c'est tout à fait différent parce qu'il y a des arrangements au niveau des gouvernements. On parle de structures, on parle de structures sous jacentes distributives. Il y beaucoup d'organismes comme l'ICANN qui existent et qui doivent travailler

ensemble. Nous avons l'ITF. Je crois que c'est une association qui existe depuis longtemps. Il y a des registres régionaux. Donc tout le monde doit travailler ensemble et tout le monde peut participer, tout le monde peut se joindre aux débats et aux travaux développer des processus et la manière dont on fait cela ce n'est pas un travail intergouvernemental comme on a l'habitude de voir dans d'autres organisations. Donc, le rôle du gouvernement c'est quelque chose dont il faut qu'on en parle à l'IGF.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Donc, on parlait de l'IGF puisque vous êtes maintenant à la tête du conseil consultatif des multipartites. Est-ce qu'il y a un désir actuellement des gouvernements de vouloir un rôle plus opérationnel de l'IGF. J'ai utilisé avec beaucoup de prudence le terme opérationnel, avoir une coopération plus tangible peut être.

MARKUS KUMMER: Oui moi je crois que pour commence tout le monde est un petit peu nerveux c'est un nouvel.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Oui, Vous vouliez dire en 2006. La situation en 2006

MARKUS KUMMER: Oui. Moi je crois que ça change. En effet, les participants qui viennent à IGF sont plus décontractés. Il s voient bien la valeur de ce forum comme plate forme pour un dialogue et il me semble qu'il y a une grande

ouverture, par rapport au résultat. Nous avons le cadre juridique aussi qu'il faut prendre en ligne de compte. Je crois que c'est quelque chose qui pourrait être gérée assez rapidement et nous pouvons, je le pense, vois qu'il y a un véritable désir de régler ces problèmes qu'il y a un véritable désir de régler ces problèmes à l'IGF et d'améliorer le fonctionnement de l'IGF. Un dernier commentaire si vous le permettez.

En ce qui concerne la personne coréenne, on n'a pas de définition qu'est ce que ça veut dire l'aspect multipartite. Il me semble que c'est assez obscur et quelque part à l'ICANN, il devrait y avoir une définition de ce terme et en fait, l'IGF a consolidé cette approche multipartite. Je crois que c'est une question de terminologie également. C'est un acronyme que l'on connaît mieux. Donc, je crois que l'essence même du concept multipartite sera de plus en plus transparente.

Tout le monde a le droit à la parole. Tout le monde participe au même niveau avec beaucoup d'équité et ce n'était pas le cas au WTPF.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Donc, on va dans une bonne direction.

MARKUS KUMMER: Donc, la direction de plus d'ouverture mais on n'avait pas observé cela à Dubaï. Donc, il y a un processus de préparation aussi qu'il faut prendre en compte et WCIT était beaucoup plus ouvert avec des webcast par exemple.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Vous avez raison.

MARKUS KUMMER: Oui on a besoin de quelque chose de très transparent. Et c'était une négociation d'un traité très transparente puisque ce n'était pas à huis clos. Il faut le reconnaître. C'était multipartite. Il y avait plusieurs parties prenantes. Tout le monde dit maintenant qu'il y a un système multipartite. Tout le monde veut être multipartite parce que tout le monde veut être transparent.

Donc, est ce que l'on en fait peut être un peu trop ou est ce qu'on utilise simplement un terme sans avoir de la substance.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Donc, nous allons maintenant demander à Romulo de dire quelques mots.

ROMULO NEVES: Oui, nous sommes en Afrique et il y a une religion qui s'appelle Umbanda et ils ont beaucoup de sophistication dans leur concept de justice du bien et du mal. Dans l'Umbanda, ils n'ont pas des IT, mais en ce qui concerne le bien et le mal ça dépend de l'intérêt de la personne. Pourquoi est ce que c'est sophistiqué comme religion parce que ça prend en compte différents intérêts et les limites des ressources. Si je veux une pomme et que vous aussi, vous voulez une pomme, vous priez pour avoir une pomme, une définition va être du côté du mal parce qu'il

n'y aura qu'une seule pomme pour nous deux. Donc, ça ne devrait pas être juste.

Lorsque vous avez de différences d'intérêts, ça ne veut pas dire exactement ou nécessairement qu'il y a bien le mal. Ceci dit, j'aimerais utiliser ce type de concept sophistiqué de justice pour parler de démocratie parce que ça c'est en rapport avec notre système multipartite.

Au Brésil, nous avons ces exemples. Nous avons une société très ouverte et démocratique. Le gouvernement n'est pas toujours la bonne voie à écouter. Nous avons beaucoup de canaux qui ne sont pas toujours complets mais qui sont là pour servir la société. Mais, au sein du gouvernement, tout le monde n'est pas d'accord et il y a la possibilité d'avoir ce type de débat. Donc, pourquoi est ce que je vous dis cela, c'est parce que j'aimerais utiliser ces deux concepts pour parler du rôle des gouvernements dans le système multipartite avec plusieurs parties prenantes qui est notre rôle en tant que leader du processus.

Je ne parle pas des gouvernements, je parle des personnes qui sont informés de l'écosystème de la gouvernance de l'internet. Alors, quel est le rôle du gouvernement dans les pays? C'est de créer des canaux de participation. Quel notre rôle ici? De faire en sorte que ces canaux existent et s'il y a un groupe qui veut participer d'une manière équitable, il faut s'assurer que tous les canaux sont bien respectés. Ça sera un système durable que l'on créera de cette manière et si on veut faire la synthèse au sujet du rôle du gouvernement et on voit l'environnement ici présent, nous devons parler des ces canaux, de ces différents canaux.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Est-ce que vous voulez parler de l'internationalité des structures?

ROMULO NEVES: Non, non. Dans cette approche multipartite avec plusieurs parties prenantes, je parle de l'ICANN. Mais on peut le rendre plus large.

Est-ce que ces canaux existent pour tout le monde? Est-ce qu'ils sont disponibles? Est-ce qu'ils fonctionnent à bon escient? Et est ce qu'ils sont efficaces lorsqu'ils sont utilisés? Est-ce qu'il y a différentes manières d'inclure plus de personnes, d'inclure plus de participants? C'est une question. Je crois que c'est le rôle des gouvernements et s'ils veulent faire leur travail au sérieux. Je ne veux pas parler de l'UIT parce que je ne faisais pas partie des délégations. Je ne faisais pas partie de la délégation WTPF, mais j'ai lu les rapports et j'aimerais simplement commenter au sujet d'une manière très générale sur les progrès qui ont été réalisés et j'aimerais revenir à cette religion africaine dont je parlais au départ.

Il me semble que les gouvernements ne devraient pas se prendre pour une grande force. Il y a des groupes dominants.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Oui, excusez-moi, je crois qu'on ne vous a pas compris au niveau de la transcription. Ils ne doivent pas croire qu'ils sont la voie ultime.

ROMULO NEVES:

Oui, ni les parties prenantes, ni les gouvernements ne doivent avoir le point de vue final. C'est ce que j'ai entendu dire. Il y avait un problème à ce niveau. Il n'y a pas que les gouvernements qui prennent des décisions. Nous prenons tous des décisions en tant que groupes, en tant que parties prenantes sans parfois le dire. Nous prenons des décisions. Nous devons être bien conscients de cela. Ce n'est pas parce que nous ne sommes pas des gouvernements que nous ne devons pas prendre des décisions. Ce n'est pas parce qu'on n'a pas un droit de vote. Ce n'est pas parce qu'on n'a pas reçu un mandat qu'on ne doit pas être pris au sérieux et qu'on ne va pas pouvoir prendre des décisions.

Deuxièmement, c'est très difficile d'entendre de se faire comprendre. Parfois, il y a un manque de communication. Les gouvernements sont des personnes supposé informés. Nous devons couvrir un canal de communications parce que parfois on croit qu'ils ne comprennent pas mais ils n'ont pas assez d'indices par rapport au système. On a des canaux de communications parfois trop limités, parfois des approches trop limités, parfois des mauvaises communications, un manque de compréhension entre nous tous.

Donc, à la base, vous envoyez le même message à la société civile, aux entreprises, parlez aux représentants des gouvernements. Qu'il y a un dialogue, que s'aïlle dans les deux sens, qu'il y ait une éducation également des représentants des gouvernements. Moi, je pourrais continuer longtemps, mais je vais laisser la parole à Anriette.

ANRIETTE ESTERHUYSEN:

Oui, je pense en ce qui concerne ce qu'on a entendu dire sur le WCIT.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Oui. En ce qui concerne l'avenir.

ANRIETTE ESTERHUYSEN: Oui, je veux dire quelques mots de l'IGF, du forum de la gouvernance de l'internet. J'ai écouté ce qu'a dit Markus avec attention, ce qu'a dit notre amis Markus. Et s'il y a une question d'entreprise, il y a la communauté technique et il y a la communauté industrielle des entreprises de l'internet et d'un autre, il y a des parties prenantes non gouvernementales. Il y a les gouvernements qui sont là également. Donc, il y a beaucoup de parties prenantes. Je suis d'accord avec ce qu'a dit Markus. Il y a eu un changement de paradigmes et une meilleure préparation me semble-t-il. C'était très visible dans les entreprises et également dans les responsables techniques.

On l'a remarqué, les gouvernements étaient toujours très divisés. Selon moi, les gouvernements des pays en développement sont très ambivalents par rapport à l'IGF et ils voudraient qu'il y ait plus de résultats à la suite de l'IGF. Ils s'intéressent peut être moins aux avancées et au travail de l'IGF, mais le GAC a fait de grandes progrès et l'ICANN a fait des grands progrès également pour faire participer les organisations non gouvernementales beaucoup plus que l'IGF. Il faut analyser cela différemment.

Si vous étiez à l'IGF vous pouvez apprendre beaucoup, je crois, de la manière dont a fonctionné cet IGF qui a connu certains succès, des succès qu'on pourrait répéter à l'ICANN. Donc, on utilise beaucoup ce

terme de parties prenantes multipartites. Et ce que ça veut dire qu'il ya une démocratie? Est ce que c'est l'équivalent d'une démocratie. Ce n'est pas exact du tout. Ce n'est pas la même chose. Qu'est ce qui rend un processus démocratique et inclusif. C'est beaucoup d'autres éléments. C'est La qualité d'un processus.

J'aimai bien cette idée du bien et du mal dont vous parliez. C'est les résultats qui comptent. C'est le résultat du processus, l'intérêt public est ce qu'il a été respecté par exemple? Et il me semble que si on est où on en est, on parle toujours de ce système multipartite, de cette participation. Mais si on veut que ça soit vraiment démocratique, si on veut aller plus loin que le simple concept, si on veut qu'on arrive à une bonne gouvernance, une gouvernance démocratique, il faut étudier les résultats de ces approches multipartites. Il me semble après avoir écouté les questions provenant de la salle et après avoir écouté Romulo, le rôle des gouvernements est absolument essentiel.

Je suis absolument d'accord par implication. Le rôle des entités intergouvernementales comme l'UIT vont jouer véritablement une part importante. Il s'agit là d'une différente régulation. Est-ce qu'on veut que l'internet soit régulé? Comment? Pourquoi? On est toujours à parler des ces questions. C'est très confus à ce niveau. Une grande confusion règne. Il y a la question de droits de l'homme qui se pose. On parle de censure, on parle de contrôle, on parle de nationalisation de l'internet, on parle de fragmentation, de filtrage, de rôle des forces de l'ordre, de confidentialité et ainsi de suite.

Donc, il me semble que c'est la responsabilité de mon gouvernement de tous les gouvernements du monde de promouvoir les droits de l'homme

et il me semble qu'il devrait y avoir un mandat pour se faire y compris pour l'internet. Ils doivent être tenu responsables de ces gouvernements dans le cadre même de l'internet. Il y a beaucoup de supposition que nous faisons. Est-ce qu'on a besoin de plus de régulations? Est-ce que ce sera positif et utile ou pertinent et valide? Où est ce que nous allons perdre certains éléments?

Donc, je crois que pour la plupart d'entre nous, une régulation légère me semble une bonne chose, mais je crois que l'on revient toujours à deux ou trois points, le rôle des gouvernements, comment on peut les définir? Qu'est ce qui est légitime? Qu'est ce que cela inclut? Quel le rôle constructif et c'est un rôle constructif plutôt que restrictif? Est-ce que ça limite les innovations? Est-ce que ça limite les libertés?

Il me semble que nous avons cette notion de démocratisation qui n'est pas exactement la même chose que l'aspect multipartite. Il y a ce problème de définition terminologique. Ce n'est pas simplement est ce qu'il y a beaucoup de personnes peuvent s'exprimer dans la salle?

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Donc, ce n'est pas seulement parce qu'il y a des gens dans la salle que ça va être démocratique. Tout à fait. Nous avons Jeff également qui va nous dire quelques mots. Jeff? Dites nous donc ce que vous pensez de cette perspective de l'IGF, de l'horizon, de la réunion plénipotentiaire qui va se réunir avec des dynamiques très différentes, avec des environnements qui ne seront pas les mêmes.

JEFF BRUEGGEMAN:

Je pense que nous devons être en mesure de faire deux choses à la fois. Nous avons un processus qui existe déjà. Nous devons travailler au niveau intergouvernemental et ils auront besoin de beaucoup de vigilance dans ces activités. Mais, tout d'abord, il y avait une première question qui a été posée. Que pouvons-nous faire ici en tant que participants à l'ICANN? Comme l'a dit Fadi ce matin, l'ICANN est en avance et véritablement a fait beaucoup comme entité multipartite de prise de décision. Je crois que le processus est de plus en plus efficace avec le rôle de participation du GAC peut être pris en compte. Voir comment les décisions de l'ICANN sont perçues à l'extérieur.

Nous avons l'ATRT également qui est mal connue parfois par les participants de l'ICANN qui ne participe pas beaucoup à l'ATRT. Il faut que l'ICANN soit crédible, un organisme crédible. Est-ce que le modèle actuel est déficient? Est ce qu'il est efficace? Est-ce qu'il est pertinent? Pour beaucoup d'entre nous ici même, on ne sait pas comment ça fonctionne mais comment est ce que c'est vu de l'extérieur? Ça c'est également très important. Quel la perception de l'ICANN? Je crois qu'on a entendu ce matin des choses très intéressantes, présence géographique de l'ICANN. Est-ce que l'ICANN aux quatre coins du monde?

Nous devons progresser dans ces points. L'ICANN peut faire plus pour gérer les questions tout à fait légitimes. Les inquiétudes légitimes qu'on a entendu au WCIT pour les problèmes de sécurité, les problèmes économiques, d'équité notamment. On a parlé des courriers indésirables, on a parlé des points d'échange internet. Donc, la communauté ICANN c'est le groupe qui gère l'internet. On veut faire

plus pour qu'il fonctionne mieux pour tous les utilisateurs de part le monde entier et nous avons donc l'aspect multipartite également.

Il me semble qu'à l'IGF, le forum de la gouvernance de l'internet. Le forum mondial. On a vu un avertissement sur les problèmes qui vont se poser d'ici quelques années. Quels sont les stratégies qui marchent? Celles qui fonctionnent moins bien? Comment on peut atteindre des consensus sur certains points? C'est important de documenter tout cela et de voir comment l'ICANN travaille aussi et de comparer un petit peu les processus et les manières de travailler de toutes ces grandes organisations internationales.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Mais il y a un problème qui se pose. Il y a de différentes couches logique de l'internet, les adresses, le chiffage, les opérateurs, les serveurs, la racine de l'internet. Donc, nous ne sommes pas au niveau du contenu, nous ne sommes pas au niveau des applications. Si l'IGF identifie des problèmes des gouvernements, qu'est ce que l'on fait sur l'internet? La liberté de l'expression, la confidentialité et ainsi de suite. Où va-t-on parler de cela? Est-ce que ça va être dans un processus intergouvernemental, ça ne va pas revenir à l'ICANN. Donc, où est ce que ça va être géré?

JEFF BRUEGGEMAN: Il faut que ça revienne à l'ICANN me semble-t-il. Il y a beaucoup d'organisations, que ça soit un problème technique, si vous parlez de certaines des lignes de conduite et de politiques que nous avons à

l'ICANN, il faut trouver de nouvelles manières de collaboration multipartite entre les différentes parties prenantes et.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: C'est une très bonne transition.

JEFF BRUEGGEMAN: Nous devons réfléchir à un point central pour résoudre les problèmes. Donc, c'est le problème des bases de données de l'internet qui se pose. Est-ce que ça doit être l'IGF régionaux? Est-ce que ça doit être au niveau national, au niveau des gouvernements, au niveau de chaque pays? Est-ce qu'il y aura un processus multipartite pour cela?

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Oui. Est-ce que l'IGF doit être l'endroit où on a un compte rendu sur les différentes initiatives?

JEFF BRUEGGEMAN: Oui les suivi est très important. Ça devrait être le travail de l'IGF qui devrait en débattre. Je voulais également dire quelques mots en tant que participant d'ICANN. Nous devons réfléchir à toutes nos activités dans ces organisations non gouvernementales et il me semble que WCIT a été véritablement un tournant non pas par rapport à ce qui se n'est pas dans la salle, mais il y avait des centaines de parties prenantes qui pensaient qu'ils avaient beaucoup en jeu. Et il y avait des centaines de représentants de la société civile, de représentants d'entreprises qui

collaboraient pour faire avancer les choses et qui essayaient de mettre une pression pour que l'on obtienne un accord, pour que l'on trouve un consensus.

Le résultat n'a pas été positif, mais il me semble que durant la réunion beaucoup de personnes se sont penchés sur les problèmes qui se posaient et beaucoup de délégations de différentes entités qui étaient présentes et je vois que c'est une excellente leçon pour l'avenir. Nous devons tout être engagés et prendre en compte ce qui se passe dans ces différents processus, dans ces différents forums internationaux de gouvernance.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: J'aimerais vous poser une question peut être à Bill. Vous avez dit que WCIT donnait beaucoup de visibilité à ces problèmes beaucoup plus larges. C'est une bonne chose que ça soit plus visible, que les problèmes soient à l'ordre du jour ou est ça rend les choses plus difficiles pour l'ICANN par exemple?

JEFF BRUEGGEMAN: C'était à mon avis ce que les autres orateurs ont dit, même Mary et Sala l'ont mentionné. C'était la façon dont les personnes participent au niveau de leur propre pays dans les préparations multipartites dans les autres organisations.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Oui, c'est les répétitions du modèle.

JEFF BRUEGGEMAN: Ca pourrait être plus important et c'est plus important que les gens s'engagent avec leurs gouvernements même avant de parler de conférence de traité. Je pense que c'est ça qui est un message puissant. C'est une bonne modification dans la pensée qu'on a de l'internet.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Bill, quel est ta perspective sur ces aspects de plénipotentiaires, sur les réunions d'IGF et les différentes voies.

BILL DRAKE: Je vais répondre aux autres questions que vous aviez posées. C'est possible?

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Oui, c'est possible.

BILL DRAKE: Il y avait d'autres questions qui sont restés en instance, je pense. Je voulais reprendre ce que Pierre a dit. Très brièvement, je sais que personne ne veut revenir sur le WCIT, mais vous avez posé une question qui me semble pertinente parce que parfois les gens y compris les bloggeurs voient le texte et disent: je ne comprends pas quel est le problème. Pourquoi ces polémiques? Et je pense que le problème est que si on était certain que tout le monde va lire et déployer le texte de

la même façon, ça ne serait pas polémique, mais le problème est qu'on a suivi un processus qui a fait l'érosion de la confiance des autres parties et des personnes envers ce traité.

Il y a d'autres qui étaient propriétaires et au début, ils trouvaient la table était un peu chère et reprennent le texte et n'aiment pas le résultat du processus. Lorsqu'on parle des ressources spécifiques dans les recommandations par les télécommunications internationales et les ressources d'insertion de numéros, on pourrait dire que ça n'a rien à voir avec les noms et les numéros qu'on adresse. Mais l'UIT aurait spécifié les numéros IP par exemple. Et puis les gens demandent comment on va interpréter cela? Comment on va s'en servir? Où alors on parle des dispositions de sécurité, de spam si on les voit de façon pleine, on ne pourrait pas voir un problème.

Mais si on pense aux personnes qui ont d'autres propos plus agressifs, on pourrait l'interpréter autrement et ça pourrait devenir quelque chose d'autre et les gens perdent la confiance qu'ils avaient aux autres et je pense que c'est ça le problème fondamental.

Je suis d'accord avec Anriette, les gens dans la société civile dès le début n'étaient pas d'accord, même avant l'IGF. Ils se disaient que l'IGF devrait être un endroit qui ne soit pas simplement une conférence annuelle, mais qui devrait y avoir des groupes de travail, qui devrait résoudre des problèmes, adopter des décisions, servir de consensus entre les parties et même faire des recommandations. Si on était engagé dans les différents processus, faire des recommandations dans le cadre de l'IGF bien sûr.

On nous a dit que ce n'était pas une bonne idée, que ça allait résulter en des négociations qui n'allaient pas faire cela et on a accepté de suivre ce qu'ils voulaient faire avec l'IGF. Mais les autres pays demandent où on peut parler de pourriels par exemple? Où on peut parler des questions de sécurité avec les numéros et les réseaux. Et lorsque Jeff dit que l'idée d'avoir un seul endroit qui soit la réponse pour tous, je suis pour bien sûr. On a proposé une notion d'avoir un cadre méga institutionnel qui serait bien, bien sûr, mais ça ne va pas fonctionner si vous êtes un petit pays.

On devrait dire que la solution soit qu'on ait une réunion ad hoc à Washington. Tous les gouvernements le 3 novembre vont dire qui discutent certains sujets et qui vont prendre certaines décisions etc. parce qu'ils doivent travailler de façon plus structurée et ils doivent être une institution plus institutionnalisée, justement plus accessible comme processus. Moi, j'habite à Genève et ceux qui veulent à l'ONU comme processus pour les gouvernements des pays en voie de développement et d'être prévisible. Elle veut savoir qu'il y a un cycle temporaire. Quand les réunions vont se faire? Où sont les documents? Etc.

Bien sûr on a des accords multilatéraux entre les petits pays et il y a des personnes qui ne travaillent pas pour cela. Il voudrait y avoir quelque chose de plus structuré et en fait, en ce moment, on n'a plus d'endroits pour travailler. On ne sait plus où maintenir nos discussions et donc, on se frustre et lorsqu'on est frustré, c'est quoi le résultat? Il faut aller quelque part. Alors, on va se plaindre à l'UIT parce qu'elle a un groupe de travail de conseil parce qu'alors il va y avoir un endroit où ils

pourront maintenir les discussions qu'ils veulent maintenir avec les parties qui sont intéressés à avoir cette discussion.

Donc, il y a un processus fermé et on sait déjà ce qui s'est passé. Je pense que ce n'est pas productif.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Mais comment peut-on finir avec ce cycle?

BILL DRAKE: On devrait permettre à l'IGF de développer un peu plus en tant que cadre parapluie pour les modèles multipartites et les processus multipartites et lorsqu'il y a un problème à résoudre, on peut suivre le cycle, mais on devra prendre un jour par an de la conférence et d'autres activités consacrées à d'autres questions où les gens peuvent adresser les problèmes qui les préoccupent tel que les pourriels.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Sans entrer dans les détails. Est-ce qu'on pourrait parler de la différence d'ICANN en tant que structure pour la prise de décision? C'est unique dans la carte qu'on a, dans le diagramme actuel des espaces multipartites parce que les organes qui mettent en place ces standards n'ont pas le pouvoir de décisions alors que dans le cadre d'ICANN on l'a et on a le pouvoir de respect de ces décisions aussi et dans le cadre de l'IGF avec les autres problèmes, il n'y a pas de processus pour arriver à la prise de décision. Est-ce qu'on devrait l'avoir dans l'IGF? Ou alors est

ce que ça devrait être un processus ou une initiative parallèle pour l'intégrer dans le rapport de l'IGF.

BILL DRAKE: Je pense que l'IGF devrait plutôt être une organisation multipartite à un niveau plus profond.

ANRIETTE ESTERHUYSEN: En fait, ICANN a un mandat ou une mission plus définie, plus étroite et l'IGF couvre l'univers de la gouvernance internet et des politiques. Je pense qu'ils ont des rôles différents. C'est ça.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Oui. Je demandai simplement le rôle, la différence.

MARKUS KUMMER: En fait, le résultat était un morceau de papier avec des résultats. On discutait. On se disait que le résultat sera qu'on créait telle ou telle chose. A partir d'un panel, on s'est réuni dans une île, on a trouvé des résultats et on a commencé à travailler. C'est ça les résultats et la dame du Nigéria, elle a parlé de l'IGF national, des IGF régionaux. C'est bien un résultat. C'est ce que j'ai entendu dire lorsque j'entendais, c'était fantastique ce qu'ils ont fait. Mais, il faut qu'on soit prudent lorsqu'on dit que le résultat n'est pas ce qu'on voulait.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Ça produit des résultats qui ne sont pas documentés comme de vraies voies.

MARKUS KUMMER: Alors, qu'est ce que voulez vous qu'on fasse? Où peuvent-ils aller discuter le pourriel? Ils ne sont pas satisfaits avec l'IGF. On ne devrait pas revisiter le mandat de l'IGF, mais ils le font en fait et l'IGF se présente en tant que plateforme ouverte qui réunit tous les experts et où l'on peut adresser les problèmes. Je reconnais bien sûr la frustration des membres et des assistants qui espéraient quelque chose d'autre.

Ils ont une approche pour laquelle le format était une copie des institutions internet et de leurs approches et c'était en fait un puzzle. Les gouvernements n'arrivaient pas à comprendre ce qu'ils pouvaient faire. Ce n'était pas le cas lorsqu'on se rendait dans l'ONU. On sait toujours quoi faire. On dit moi je viens de ce pays et l'autre personne vient d'un tel pays. La fonction est importante bien sûr. Et c'est ce que je dis. Ils ont un rôle complètement différent à celui d'ICANN. ICANN est opérationnel. On s'occupe des DNS, des noms, mais l'IGF c'est tout ce qui est lié à internet et peut être qu'on devrait apprendre en termes de processus puisque vous avez mentionné l'ITF. Oui, c'est l'adoption qui était en fait monétaire.

On devrait peut être aussi adopté une approche RFC dans le contexte de l'IGF pour pouvoir discuter ce qui nous occupe. On va dire, je suis ici. J'ai passé deux ou trois années ici et le temps que ça pris pour que mon initiative fût acceptée. Ça pourrait deux ou trois ans et même une décennie. Mais, ça devrait être un processus ouvert où tout le monde

peut contribuer, tout le monde peut proposer un RFC et il ne faut qu'on attende jusqu'à la fin du processus. C'est peut être ce que l'on voit à l'IGF, l'équivalent des politiques c'était l'équivalent des standards des processus du développement de politique de l'UITF.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Je sais que Jimson est toujours en ligne. Je ne sais pas s'il veut parler et après Romulo.

ROMULO NEVES: Oui, je serai bref. On pourrait suivre l'évolution de la discussion ici parce que dans ce content très fermé, il y a deux ans, j'ai eu peur, on m'a frappé. Vous ne savez pas à quel point on n'a pas aimé lorsque je parlais des résultats plus structurés de l'IGF par exemple.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Vous voulez dire en Arabie Saoudite.

ROMULO NEVES: Oui tout à fait. C'était en 2011 à Nairobi pardon. Mais on le discute au moins en ce moment. Mais l'évolution c'est ça. Je pense que c'est bon pour l'écosystème et pour le système en général. Et alors pour compléter ce que j'ai dit tout à l'heure, lorsqu'on en parle des participations et des frustrations des gouvernements, il faut que l'on sache qu'il y a des limites pour la participation. Ce n'est pas simplement dans le champ du gouvernemental mais aussi ici.

On des limites à la compréhension. Tout le monde peut participer à cette réunion. Ce n'est pas bien le cas en fait parce qu'on dit qu'ils n'ont pas tous les connaissances et les ressources. Ce n'est pas tout le monde qui peut participer dans ce champ.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Mais n'est ce pas le cas dans tous les sujets? Pour participer, il faut toujours qu'on ait des connaissances. Si je ne comprends pas de quoi ils parlent je ne pourrais participer n'est ce pas?

ROMULO NEVES: Oui, mais vous n'imaginez même pas qu'il y a ce genre de scénario pour aller discuter et la connaissance est primordiale pour participer. Même l'existence des organisations devrait être préalable.

Alors, il y a des limites sans doute et donc ce que je veux dire avec cette question est qu'on ne peut pas s'opposer au fait que dans certains endroits, on a des limitations pour la participation et qu'ailleurs on ne les a pas. On ne peut pas le croire. Il y a toujours des limites. On doit simplement comprendre quel est notre rôle.

Au niveau interne, les gouvernements devraient et voila pourquoi la démocratie est importante. Je ne pense que ce soit pareil au modèle multipartite, mais la démocratie permet aux gouvernements d'ouvrir des canaux de dialogues. Par exemple, la société internet brésilienne et sa communauté sont le résultat d'une loi signée par la présidence. On a une comité internet qui a été crée et personne n'y pense maintenant

comme espace pour la société. Mais c'était une décision gouvernementale.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Alors vous respectez les limites en termes de connaissances c'est tout. Il y a des situations vous pourriez vous enregistrer en tant qu'individu et d'autres situations vous ne pourriez pas le faire. Alors, n'est ce pas un peut artificiel de placer des restrictions au même niveau? Si c'est une organisation intergouvernementale, vous ne pourrez pas participer?

ROMULO NEVES: Non, voilà pourquoi la démocratie est importante parce que lorsque vous dites qu'un gouvernement est élu de façon démocratique, participe à n'importe quelle réunion, vous devriez présupposer au moins que ce gouvernement va représenter un peuple et ils ont l'occasion de discuter à un niveau interne. Ce n'est pas vrai?

Je ne suis pas martien. Je sais que ce n'est pas le cas. Mais, si la démocratie est tellement importante pour le concept de modèle multipartite, ça devrait l'être. Je suis sûr que ce n'est pas pareil et finalement, pour conclure, j'ai deux autres choses à dire. Ce rôle est aussi celui de créer des canaux de participation de façon active. Ils existent certes mais ce n'est pas simplement parce qu'ils existent que les gouvernements et nous ICANN devrions nous attendre jusqu'à les gens viennent s'enregistrer en tant qu'individus. Il faut qu'on soit actif dans ce domaine, dans cette création.

Et finalement, l'échec et le succès, si je reprends mon commentaire des religions brésiliennes, sont relatifs parce que les réussites et les échecs ne dépendent de la personne qui les voit.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Est-ce que Jimson voudrait faire un commentaire maintenant. Jimson est tu toujours là?

JIMSON OLUFUYE: Oui, je suis tout à fait en ligne et je voulais féliciter ICANN et tout le monde de cette session qu'ils ont organisée. On a ici un programme africain, vous savez et les gens d'Euro base disent qu'un arbre ne fait pas une forêt et que l'écosystème internet est en fait une forêt et qu'on ne peut pas avoir une seule organisation pour l'écosystème internet. C'est-à-dire que cela incombe tout le monde. Tout le monde fait partie de l'écosystème. En Afrique, certaines parties prenantes commerciales comme moi pour cette approche multipartite. Je vais vous expliquer.

En fait, moi j'opère une compagnie, une société d'intégration d'ICT et j'étais le président de l'association des technologies de l'information du Nigéria et on se réunissait de façon régulière entre les membres des dix pays. On était du côté commercial et on voulait que tout le monde ait sa voix. Donc, on a formé l'initiative, l'alliance ICT africaine et j'ai participé à ICANN à travers les regroupements des commerciaux le BC et récemment on a eu davantage de parties qui se sont intégrés, qui ont participé pour que leurs voix soient entendus dans la forêt et ICAN N

s'est engagée aussi et au niveau local, on a commencé à avancer et même notre président a commencé à participer.

On a besoin de coopération mais on l'a aussi. C'est ça qu'on appelle la coopération améliorée. C'est ça l'écosystème internet. On est tous des piliers. On doit travailler ensemble et collaborer. Et même dans le sujet de l'IGF de cette année, je parle de construire des ponts. C'est ça leur devise cette année d'améliorer la coopération multipartite pour la croissance et pour le développement durable. On parle des résultats en ce moment, mais on ne le faisait dans l'IGF de cette année et on se demande ce que ça devrait donner en fait.

Alors, moi en tout cas, je suis content d'avoir eu le privilège d'être engagé ici dans le sens qu'en tant qu'africain on certaines informations, certaines leçons à tirer de la société internet, de la société civile, de sociétés et des universités et le groupe de travail actuel sur la coopération améliorée qui s'est commencé à réunir, a commencé à partir d'un bon point de départ. Je ne sais si vous avez Peter. Il a très bien travaillé. Il était l'hôte de notre réunion lorsqu'on a eu de très bons résultats. Donc, il faut qu'on élargisse nos horizons, que les gens voient qu'on a la coopération, qu'on voit comment on travaille ensemble, que tout le monde soit engagé pour coopérer, que c'est la façon de bien travailler. Il faut qu'on coopère tous.

Donc, la question ici est qu'il est important pour toutes les parties prenantes d'y ajouter son point de vue. On n'est pas arrivé à notre destination. C'est une destination pour la communauté globale qu'on cherche, qu'on vise à trouver et en tant que société, on veut que tout le monde doive s'engager si ont veut trouver la bonne destination finale.

Et donc, je félicite Baher et ICANN de cette séance et de m'avoir permis de me communiquer avec vous à distance.

Donc, j'espère qu'on aura l'occasion de pouvoir coopérer que davantage de personnes puissent coopérer avec nous aussi. On continuera dans cette voie en tant qu'organisation juridique assurément et on va murir.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Tu as mentionné le groupe de travail sur la coopération améliorée en tant que mention ici pour que tout le monde comprenne. Il s'agit d'un groupe de travail qui vient du SMSI, du sommet mondial sur la société internet et cela vient d'une expression qui était intégrée dans un document officiel qui interprété de différentes façons selon l'acteur sans entrer dans les détails.

Alors, après beaucoup d'année, dans lesquels le terme a été polémique, finalement on a décidé de la part de la commission des sciences et technologies pour les développements. C'est un service de l'UNCTAD. Ils ont décidé alors de créer un groupe de travail sur la coopération améliorée pour pouvoir décider ce que les gens comprenaient de ce mot et comment on pouvait le traduire en pratique.

Alors, Jimson, quand est ce que le groupe a commencé à travailler? Et est ce qu'il y la possibilité de participer ici?

JIMSON OLUFUYE:

Merci Bertrand. On travaille depuis deux jours. On s'est réuni deux jours en mai. Je pense le 30 et le 31 et on espère le refaire en novembre et peut être encore deux fois l'année prochaine. Je pense que la leçon des WCIT et pour les progrès des autres réunions que l'on a organisé était assez utile comme leçon à tirer dans le sens qu'il y a eu une atmosphère d'écouter le autres dans cette coopération. Même ceux qui ne sont pas des membres du groupe de travail, ce sont mis d'accord du fait qu'il devrait y avoir des observateurs qui devraient être des membres et qui pouvaient reconnaître l'importance et il devrait y avoir du contrôle par rapport à ce qu'on a du disponible pour les réunions pour l'espace disponible.

En fait, c'est un espace ouvert, un groupe de travail ouvert. Tout le monde est invité à les rejoindre et je ne sais pas si la question peut être fournie pour les participants mais pour qu'ils puissent aussi faire entendre leurs voix. Mais c'est la façon d'avancer de façon collective envers la compréhension. Est ce que moi j'ai mon propre point de vue sur la coopération?

En mai, l'année dernière lors de la consultation ouverte de CSTD organisée, ils avaient leurs propres perspectives. Ils avaient définis ce qu'il comprenait par ce document. Je pense qu'il s'agit de confiance mutuelle et de la mise en œuvre ou le déploiement des politiques. Il faut qu'on relève les défis auxquels l'on doit faire face dans le monde en ligne. Ce n'est pas des problèmes de pourriels ou de contenus, mais tout sur internet doit être bâti sur la base de la confiance. Il faut qu'on le fasse, comme je l'ai dit, beaucoup de personnes ne comprennent pas l'architecture. Nous cherchons et que l'on coopère.

Donc, pour la coopération, on va devoir pouvoir redéfinir ce que l'on comprend pour pouvoir discuter. Donc, ce sera la base d'avoir une compréhension commune.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Merci. Je vois qu'on Marilyn qui attend le micro. Je voulais passer la parole aux membres du public pour qu'ils fassent leurs commentaires et après on parlera avec les membres du panel sur la coopération améliorée. Est-ce qu'il y a d'autres commentaires? Marilyn.

MARILYN CADE: Merci. Je suis une des cinq participantes de commerciaux avec Jimson bien sûr. Je vois d'autres personnes de la communauté technique ici avec les IGO des gouvernements et certains parmi nous qui sommes dans les groupes de travail et dans la communauté s'entendent que c'est très important que vous et vos groupes et tout le monde comprennent l'importance que cela a et que vous compreniez qu'il y a plein de question. Donc, vous ne devriez pas vous sentir honte si vous ne le saviez pas. Posez-vous ces questions là, que celles que j'ai mentionnées.

Donc, à moins que beaucoup de personnes ici aient rempli le formulaire et envoyer les questions, j'aurai rien à faire tout le mois d'aout. Alors, j'espère pouvoir lire des centaines de pages de commentaires et pouvoir les répondre. C'est ça le défi que je vous pose.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Il n’y a pas de questions là Marilyn.

MARILYN CADE: Oui. En fait, je voulais passer la parole au président. Vous me permettez.

PETER MAJOR: Merci Marylin. Je voulais parler de Jimson et de ce qu’il a dit en fait du site. C’est UNCTAD.org. Vous avez le PDF en ce moment. Donc, on espère avoir toutes les présentations en ligne et je voudrai aussi avoir le PDF en tant que référence parce que la question est un sujet compliqué dont vous aurez besoin sans doute d’un papier pour le consulter.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Donc, si vous n’avez pas assez de consultations dans l’environnement d’ICANN, vous pouvez en faire davantage hors de l’ICANN dans l’environnement de l’Onu. Merci. J’ai Sala et après Peter.

SALA TAMANIKAIWAIMARO: Merci. J’aimerais bien maintenir ces discussions que l’on a maintenu jusqu’à présent, particulièrement ce que Jeff a mentionné parce que la réalité est qu’il est bon de maintenir des discussions sur la gouvernance d’internet hors d’ICANN, mais en même temps, on devrait avoir une leçon à tirer sur cette séance particulière.

Donc, mon commentaire porte sur ce qu’ICANN peut faire et je pense qu’il y a un consensus général sur le fait qu’ICANN est toujours à l’avant-

garde du modèle multipartite et qui travaille toujours dans ce cadre et en tant que défenseur de ce modèle, il y a beaucoup de responsabilités pour garantir pour que ce soit un patron pour ce qu'est le modèle multipartite. Et alors, je voulais à ce point là mentionné un exemple de ce qu'ICANN peut commencer à considérer. Par exemple, à travers nos commentaires d'ailleurs ce n'est pas une critique mais c'est pour que l'on maintienne une discussion pratique.

Alors, par exemple, on va voir le formulaire 44990 disponible sur ICANN. On parle des bénévoles et on sait dans la déclaration d'ouverture, vous avez mentionné qu'on a des milliards de volontaires alors que le document dit que l'on a que 26. Et donc je voudrai savoir aussi la division géographique dont la façon dont ICANN dépense parce que, par exemple, ils dépensent beaucoup en Russie, 47000 en Russie, 7 millions en Afrique, un milliard 390 au Liban. Ce n'est pas que je le critique, mais si on veut que le modèle soit un patron, c'est essentiel que l'on puisse garantir que nos systèmes soient structurés d'une façon telle qu'on n'en peut pas être critiqué, qui n'est pas un reproche à nous faire, qui est de l'équité de la parité.

Alors, lorsqu'on parler de l'intérêt public global, ce devrait être fait dans l'affirmation des engagements auxquels ICANN est sensée adhérer pour les personnes artificiels aussi et en un certain degré, le conseil d'administration d'ICANN et les équipes d'ICANN et la communauté suivent cette trajectoire. Apparemment, on a un mouvement envers la facilitation de ce que je demande. Alors, merci.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Merci.

PETER DENGATE THRUSH: Je suis Peter. Je soutien le rôle multipartite d'ICANN depuis longtemps. Je veux commencer par remercier Bertrand et au reste du conseil d'administration. Ce que vous avez dit, on m' dit que le programme des gTLD en fait prenait trop de ressources d'ICANN et je pense que c'est dans ce genre de séance qu'on doit se centrer sur le modèle multipartite et l'IGF et le rôle d'ICANN et qu'on doit continuer de travailler dans cette voie pour qu'on comprenne de quoi il s'agit.

Alors, je voulais vous remercier. Beaucoup d'orateurs qui ont continué dans les IGF et qui ont travaillé en Australie avec le modèle des supporter étaient tous d'accord et je vais reprendre les commentaires sur le fait qu'il y a des problèmes de liberté d'expressions par exemple, mais il faut qu'on s'assure qu'ils ne viennent pas à ICANN pour causer des problèmes pour notre mission. Il est essentiel que l'on maintienne un rôle lié aux ressources internet critiques et ça devrait être notre focalisation principale et on devrait être accessible parce qu'on s'occupait des sujets liés à l'internet et tout commence avec ICANN en fait et on le soutenait fortement, fermement parce qu'on savait que dans l'entourage de l'IGF, on ne pourrait pas les aborder. Les commentaires de Bill, de Jeff est très utile.

Ma suggestion est que l'IGF est le bon endroit pour envoyer ces questions et on ne le soutien pas assez en fait et ça ne devient pas un organe de mise en œuvre parce qu'ICANN a toujours défendu fermement cet espace de respect des autres institutions et du rôle qu'ils

ont et de leur histoire et de leurs trajectoires et on n'aide pas l'IGF à prendre un problème et à le repasser aux institutions dans la bonne manière. Si on prend une question technique, si ça arrive en tant que forum pour la communauté globale multipartite, ça pourrait être important, le rôle qu'on pourrait avoir en termes de pornographie ou des pourriel. L'IGF ne peut pas résoudre le problème, mais ça pourrait être l'endroit où les multiples parties prenantes pourraient le discuter pour trouver la solution.

Le rôle de l'IGF devrait être de le passer aux agences de respect de la loi de les remettre à l'ITF. Il ne s'agit pas d'éduquer les personnes, de les former sur la sensibilisation de l'internet. On a une société ISOC merveilleuse qui a cette mission de former les personnes et donc, en fait, on doit, comme j'ai suggéré, aider. On doit renforcer l'IGF et ses processus et continuer de travailler avec elle. Il ne faut pas l'abandonner, il faut l'améliorer. Il faut que le modèle multipartite les aide à faire les processus de déploiement pour qu'on puisse renforcer ICANN et le maintenir dans sa motion et que l'IGF devienne le forum pour la communauté internationale, le forum où ils pourront discuter ces problèmes puis on respectera bien sûr les autres institutions qui peuvent résoudre ces problèmes. Merci.

SIVA:

Je viens d'Inde et j'aimerais donc répondre à ce qu'a dit Bertrand tout à l'heure. Est-ce qu'on pourrait avoir une conférence continue, constante, une institution. L'IGF devrait avoir donc une institution qui sera un territoire neutre qui permettrait d'avancer.

Pour faire des politiques, définir des lignes de conduite, est ce que l'on pourra avoir de manière permanente un travail avec l'IGF?

BERTRAND DE LA CHAPELLE: pour que ça soit une entité permanente, une véritable institution, ça c'est très radical comme point de vue. Je ne vais pas répondre à cela mais.

SIVA: Oui. Un point de clarification, pas comme les Nations Unies. Non, ça serait différent.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Peter voulait faire des commentaires à ce sujet.

PETER: Si vous désirez, j'aimerais dire au sujet de WCIT que pour moi ça ne devait pas arriver à quoi se soit parce que le processus n'était pas bon, le processus au départ n'était pas satisfaisant. Il n'y a pas eu de ratification d'accord, mais il y a eu comme même une avancée au niveau des débats et ça encourageait les gens à communiquer, à dialoguer entre eux de ces problèmes relativement complexes. Je crois que la question des droits de l'homme était très importante et on ne pouvait gérer cela au CSTD, à la commission science et développement technologique. On n'a pas réussi à parler de droits de l'homme à ce niveau là, mais on a réussi à le faire à Dubaï.

Donc, je suis très fier de cela. C'est quelque chose que j'ai poussé lors des débats pour le WTPF. Le processus était lancé avant Dubaï.

Donc, nous avons pu avoir une phase préparation. Dubaï a été un rampe de lancement en quelque sorte et je crois que le WTPF en lui-même il faut le mettre en contexte. C'est d'être un forum avec beaucoup d'opinions et nous aurons cette conférence plénipotentiaire qui, je l'espère, sera couronnée de succès et permettrait de trouver de nouvelles stratégies, de nouveaux mandats pour l'UIT notamment, pour redéfinir le rôle de l'UIT.

Il y aura une nouvelle direction à l'UIT et les différents Etats joueront un rôle important également. Les Etats membres

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Oui, c'est exact.

PETER: je continue en parlant du CSTD, cette commission des sciences et des technologies et développement. Il me semble que beaucoup de parties prenantes ont pu participer et nous espérons d'avoir les transcriptions de toutes les séances. Ça serait tout à fait ouvert et transparent. Il y a les ressources financières qui nous manquent parfois, mais en ce qui concerne l'IGF, vous savez qu'il y avait un groupe pour améliorer le fonctionnement de l'IGF.

Il y a un groupe de travail également pour travaille aux recommandations. C'était au sein du MAG. Donc ce groupe de travail

doit bien fonctionner parce qu'il ne faut pas oublier que nous allons avoir l'assemblée générale des nations unies qui arrive et qui va décider et statuer sur ces ce problème. Donc, ça aussi et très important, il ne faut pas l'oublier. C'est une continuation de l'IGF en quelque sorte. Qu'est ce que ça va donner? Quel va être le format? On ne sait pas véritablement ce qui va se passer et comment ça va se passer, mais si on ne met en place la recommandation du CSTD, nous allons avoir des problèmes parce que c'est toujours un prétexte pour certains pays qui disent ; vous n'avez pas eu une mise en place valide, qu'est ce que vous voulez alors? Que faites-vous?

BERTRAND DE LA CHAPELLE: C'est intéressant de ne pas oublier que nous avons ces webcasts, nous avons ces scribes. Et il semble que ça vient de beaucoup d'organisations. Tout cela vient de l'ICANN, a commencé à l'ICANN et a été mis en œuvre, a été popularisé à l'IGF et maintenant va être appliqué. Le WCIT, par exemple, c'était une des premières conférences où il y avait des scripts avec des webcasts également. Le WCIT a été géré de cette manière. On a parlé de beaucoup de choses cet après midi. On est prêt de la fin de notre séance, soirée et j'aimerais à chaque personne si cette personne a le désir de dire quelque mot.

Il me semble qu'au début, nous avons dit que le WCIT a encourager des personnes à travailler ensemble, à dialoguer et les deuxième élément c'est qu'il y a beaucoup de progrès qui sont effectué pour bien comprendre le fait que l'IGF devait faciliter beaucoup plus la coopération entre les différentes parties prenantes. C'est une entité de modération et de facilitation. Comment envisagez-vous l'avenir pour la

participation à l'ICANN et pour les rapports qui pourraient exister entre l'ICANN avec ces différentes entités internationales? Donc, qui voudrait réagir à ce niveau? On va peut être commencé avec Bill Drake.

BILL DRAKE:

Oui, c'est le premier et le dernier mot. Moi, je vois les choses un petit peu différemment. Je crois que nous devons coopérer plus en effet si les différentes parties des gouvernements collaborent ensemble, communiquent, travaillent au sein de l'ICANN, sont plus proactifs dans leurs rôle, documentent plus. Ce qui a été déjà fait par exemple par l'intermédiaire du mécanisme du GAC. Si je reviens un petit peu en arrière sur nos rapports avec nos organisations internationales.

Nous avons les principes que on peut utiliser pour les ressources de l'internet, le GAC a des principes et on a adopté des principes et il faut prendre en compte tout le travail qui a été fait antérieurement, notamment par le GAC et il faut que ça soit utilisé dans le processus pour qu'on n'ait pas des discussions trop abstraites et qu'on se base sur du concret.

Il me semble que les gouvernements envoient au chapitre à l'ICANN par l'intermédiaire du GAC. C'est très clair et ça c'est fait depuis longtemps. Il faut qu'on utilise le processus des Nations Unies avec représentation des Etats mais comme vous savez, moi je passe beaucoup de temps et beaucoup de gens passent beaucoup de temps à Genève comme moi.

Ça serait très utile que l'on reconnaisse plus le travail du GAC au sein de l'ICANN et avec l'ICANN. Vous avez ces préambules de droits de

l'homme, le droit des Etats qui existent également dans le préambule de la déclaration des droits de l'homme. Donc, il faut que tout le monde soit sur la même longueur d'onde et enfin, je dirai très rapidement que nous devons dépasser un petit peu le simple dialogue.

On passe tant de temps à dire que nous coopérons, nous devons mieux nous écouter. Notre écoute doit être plus active parce qu'on envoie tout au secrétaire général et ainsi de suite. Nous devons absolument avoir une meilleure documentation de tout ce qui a déjà été fait et réalisé de part le passé. Merci beaucoup.

JEFF BRUEGGEMAN:

J'étais un petit peu prudent et c'est facile de dire que nous sommes très novateurs, que nous connaissons le succès avec notre approche multipartite qui existe depuis plus de dix à l'ICANN. On peut le critiquer également, on peut toujours l'améliorer. C'est comme la démocratie, c'est le pire modèle mais c'est le meilleur qui existe. Donc, je crois que nous sommes flexibles et nous prenons de bonnes décisions à l'IGF. L'IGF progresse, évolue dans la bonne direction, améliore ces processus. Donc, continuons nous aussi à le faire et on ne doit minimiser nos réussites et les réussites d'autres associations internationales et précisément comme vous l'avez dit Bill. Je crois que l'ICANN devrait travailler avec les CSTD et parler de toutes ces activités. Il y a un questionnaire de CSTD au niveau des technologies, au niveau des rapports avec les institutions.

Il y a beaucoup à dire et prêt ces commentaires venant du CSTD. Il y a des questions d'interprétations. Donc, il faut donner de faits. Il faut être

très concret pour montrer tout ce qui a été fait et tout ce qui est fait actuellement à l'ICANN.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Permettez moi de terminer le panel et Nigel, je pourrais revenir à vous. Mais Anriette vous avez la parole.

ANRIETTE ESTERHUYSEN: Oui, est ce que le groupe sur une meilleure coopération? Est-ce qu'il y a eu des négociations à ce niveau? Ça serait utile d'avoir donc un petit peu une mise à jour sur ces avancées.

PETER MAJOR: Donc, je ne sais si je peux vous répondre, mais en effet il y a des négociations qui se poursuivent et mon intention est de les ouvrir plus avant, les ressources sont limités hélas. Dans le cadre des Nations Unis, de cette résolution, nous avons simplement un financement pour des volontaires qui ne suffit pas. Le secrétariat, donc rechigne un petit peu pour donner plus de ressources.

ANRIETTE ESTERHUYSEN: Merci beaucoup Peter. C'est important de ne pas créer des attentes.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Oui désolé. Mais c'est le type de situation où vraiment les détails comptent beaucoup et un seul mot change tout.

ANRIETTE ESTERHUYSEN: Je suis d'accord avec Jeff lorsqu'il dit que centraliser le processus de prise de décision n'est pas toujours la même manière de procéder. Est-ce qu'on aura de meilleurs résultats? Je n'en suis pas persuadé et je suis d'accord avec ce qui a été dit par Peter sur le rôle de l'IGF. Donc, l'amélioration du groupe de travail sur l'IGF, ce sont de bonnes recommandations. Je crois que les défis à l'IGF c'est qu'ils jouent un rôle de remue ménage mais non pas véritablement un rôle de résolution de problèmes, mais il y a besoin de plus de ressources de structures de capacités, de participations et il me semble que c'est tout à fait pertinent que les gouvernements soient à l'IGF parce que il ne s'agit plus de pouvoir en douceur mais d'enrichissement, d'aspect utile et pertinent.

Donc, où nous dirigeons nous? Vers où allons-nous dans cette coopération entre ces diverses entités? Deux points, une bonne gouvernance de l'internet commence avec nous et la bonne gouvernance est essentielle pour les entités qui travaillent au niveau de l'internet. On a entendu parler du Nigéria, du Brésil et d'autres pays. Comme on le dit, il y a plusieurs couches à l'internet. Même s'il est international et mondial. Donc, nous pouvons faire plus et si l'on voit cela au niveau plus large et à un niveau plus large je ne suis pas peut être aussi optimiste que Jeff, mais il me semble qu'il y a une lutte de pouvoir à un certain niveau. C'est comme un petit peut lors d'une dance, on voit les plus solides, les plus forts qui ont des relations fortes et qui dansent ensemble et qui laissent de côté. Nous avons l'ICANN et l'UIT. Nous avons Fadi et Touré qui dansent ensemble et il y a les

joueurs plus ou moins solides, plus ou moins puissants, mais il y en a qui restent et qui sont un petit peu comme des fleurs sur un tapis.

Certains sont contents d'être invité mais n'ont pas droit au chapitre, ils ne sont pas assez puissants. Donc, équilibrer les forces et les différents pouvoir, ça c'est une priorité parce que parfois il y a des exclusions à ce niveau et il y a une dynamique du pouvoir très forte pour l'internet.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Merci beaucoup Anriette.

ROMULO NEVES: Je serai tout à fait bref. Je ne sais pas vers où on va. Je ne sais pas où on va dans ces rapports avec l'ITU et l'UIT et ainsi de suite, mais il me semble que j'ai une suggestion que j'aimerais avancer. Comment devrions-nous procéder? Comme l'a dit Fadi ce matin, la vigilance est essentielle, l'ouverture est essentielle parce que là se trouve la clé. Je serai optimiste, peut être un petit peu moins que Peter mais je suis un optimiste également et il me semble que d'être ouvert avec beaucoup d'ouverture, nous pouvons trouver des points communs, mais je dois dire également que le Brésil comprend bien qu'il y a des défis énormes à relever, mais nous devons avoir des efforts et effectuer tout aussi énormes que les défis à relever et il y a des différentes étapes à ce processus et je crois qu'on a passer des étapes difficiles et que ce sera plus facile dans les années à venir.

On sent des changements, même à l'ICANN, on sent des changements depuis un an. Je le sens. Cette dernière année, il y a une avancée

positive me semble-t-il dans nos processus. Je ne sais pas exactement. Je ne réussi pas à mettre le doigt dessus, mais l'environnement et peut être plus propice, plus ouvert, plus transparent et il me semble qu'il y a une évolution dans les autres arènes de l'internet au niveau mondial et que nous avons produit des effets assez similaires. Donc, cette dernière année m'a paru positive.

MARKUS KUMMER:

Je serai également bref parce qu'il est un petit peu tard, mais je suis d'accord avec Peter, une bonne collaboration, une meilleure collaboration est en train de faire jour parce que toutes les associations et entités participent mieux, participent plus. Bien entendu, il faut continuer dans cette voie pour les pays en développement notamment qui doivent avoir véritablement droit aux chapitres.

Je crois que la coopération peut toujours s'améliorer à l'avenir et je crois que l'IGF a un rôle clé à jouer et je crois que Peter avait tout à fait raison dans ce qu'il a dit et comme l'a dit également Anriette, c'est un processus fragile, pas assez de finances, pas assez de ressources budgétaires et je crois que comme l'ICANN, on se base sur beaucoup de travail de communauté et nous avons parfois des problèmes de financement. Ces institutions ne peuvent pas tout financer.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Merci beaucoup. Jimson, vous êtes virtuellement avec nous.

JIMSON OLUFUYE:

Oui, merci beaucoup. Ce que j'aimerais dire et souligner. J'ai écouté avec attention et l'approche pour la gouvernance de l'internet, c'est un organisme vivant qui évolue constamment, qui doit connaître une croissance forte et je vois une évolution se dessiner et je vois toutes les parties prenantes qui s'engagent de plus en plus, qui jouent leur rôle. Je crois que les processus deviennent de plus en plus mûrs et comme l'a dit Markus, on a besoin de financement, on a besoin de ressources.

On doit donner voie au chapitre à toutes et à tous. Tous les pays doivent pouvoir jouer ce rôle et ça coûte trop cher. Ce n'est pas toujours facile pour certains pays et on a parlé des nations unies et j'aimerais souligner un petit peu leurs rôle L'UNDESA. Nous avons entendu un responsable nous parler de cette approche multipartite. Je crois que c'est très important que la société civile s'exprime, que les entreprises s'expriment. Je crois que c'est une bonne chose pour l'écosystème en général pour qu'il soit durable. Merci beaucoup.

BERTRAND DE LA CHAPELLE:

Merci à vous toutes et vous tous de votre patience. Nigel voulait faire une petite annonce.

NIGEL HICKSON:

Oui, j'aimerais remercier Bertrand et remercier tout le panel. Trois points très rapides sur la coopération, renforcer dont on a parlé, nous allons avoir un compte rendu. Nous travaillons avec l'ASOC, on travaille avec ces organisations RIR et les différentes organisations commerciales pour parler de cette opération renforcée avant le WSIS dont parlait Bertrand,

il y a des réunions régionales de l'UIT qui sont importantes aussi. Regardez dans vos régions. Ce qui se passe dans le cadre des organisations internationales, c'est important pour l'ICANN d'être présent également et de participer au travail de toutes ces entités internationales. On reviendra là-dessus à Buenos Aires. Merci.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Merci beaucoup. Bonne soirée. Merci de votre attention. Merci de votre participation. J'espère que cela était informatif. Merci à notre table ronde, aux participants et à ce panel et également à Jimson qui était virtuellement avec nous ce soir. Bonne soirée.